

“J’ai envie de devenir bourgmestre d’Anvers”

“Dans le dossier du renouvellement des F-16, je n’ai pas reçu les lobbyistes de Dassault. J’ai interdit aux membres de mon cabinet d’avoir des contacts avec les candidats dès le début de la procédure d’appel d’offres.”

■ Le vice-Premier ministre CD&V, Kris Peeters, lance les hostilités avec De Wever pour les élections communales.

■ Au fédéral, le CD&V exige que l’entrée en Bourse de Belfius serve à dédommager les coopérateurs d’Arco.

Entretien Frédéric Chardon

Kris Peeters est un homme doublement occupé. Il a quitté sa commune de Puurs pour Anvers, en vue du combat avec le bourgmestre Bart De Wever (N-VA) aux élections communales. Mais il est également le vice-Premier ministre du CD&V au sein du gouvernement Michel. Jeudi soir, il devait jouer son propre rôle sur scène au Stadsschouwburg dans une représentation bilingue du spectacle de parodie politique “Sois belge et tais-toi”. Il a dû annuler. Un kern de près de trente points avait débuté à 17 h... Pas facile d’être candidat aux élections locales tout en assumant un rôle de premier plan au niveau fédéral. Toutefois, Kris Peeters a confié à “La Libre” sa vision pour l’avenir d’Anvers.

Le CD&V est-il libre de choisir d’autres partenaires que la N-VA pour former le collège communal anversois ? Tenter de former une majorité locale avec les partis de gauche serait une provocation à l’égard de Bart De Wever, non ?
Le CD&V est dans la majorité communale avec la N-VA, on a travaillé avec Bart De Wever. Mais pour la prochaine législature, nous nourrissons davantage d’ambition pour la ville. Nous nous considérons comme libres de choisir la N-VA ou pas. Nous n’avons pas

de préaccord électoral, nous ne sommes en cartel avec personne, tout est ouvert. Il y a cependant deux exceptions : le PVDA (PTB) et le Vlaams Belang. Pour le CD&V, il est impossible de discuter et de travailler avec ces deux extrêmes.

Vous évoquez vos ambitions pour Anvers. Comment le CD&V pourra-t-il se démarquer de la N-VA et de son président ?

Anvers est la plus grande ville de Flandre et elle est extrêmement diverse. On y croise plus de 170 nationalités. Il y a des communautés différentes, des confessions différentes, il y a les chrétiens, les musulmans, les juifs... Cette diversité est hors normes. C'est une réalité, on ne peut la nier. Et cette réalité doit être appréciée comme un élément positif. On peut améliorer les choses en matière d'éducation, de lutte contre les discriminations, de pauvreté, de prix des loyers, d'emploi local... Anvers est aussi une ville où il y a beaucoup d'isolés. C'est incroyable : ils constituent la majorité de la population. On a donc des propositions d'aides pour ces personnes. Les grandes villes sont des laboratoires où l'on peut chercher des solutions aux grands problèmes de société.

Le projet du CD&V, qui repose donc sur cette diversité, s'éloigne clairement de la N-VA qui prépare une campagne identitaire. Bart De Wever a tendance à opposer les communautés. Selon lui, par exemple, les musulmans sont des provocateurs tandis que les juifs restent discrets...

On a une approche différente, ça, c'est clair. Je ne suis pas contre la N-VA, je ne suis pas contre Bart De Wever. Mais la vision chrétienne-démocrate est une vision qui tente de combiner les choses, d'organiser le dialogue et de trouver des compromis avec une valeur ajoutée pour tous. Je veux donc

plus d'ambition pour Anvers que ce qui est fait pour le moment, en faire une ville plus ouverte et plus diverse.

Fin 2017, il y a eu des émeutes entre Kurdes et

Turcs. Y a-t-il un malaise à Anvers ?

On a des soucis, c'est vrai. Ce n'est pas correct de pointer les problèmes de Bruxelles et de dire qu'à Anvers tout va bien.

Bart De Wever dit quand même que les étrangers sont un problème, qu'il ne faut pas être naïf à leur égard...

Je ne pense pas que sa position soit la bonne. Le bourgmestre doit être le "burgervader", une sorte de père pour Anvers. C'est mon but, je voudrais être un père pour les communautés et les différentes confessions, et ne pas diviser. C'est très facile de polariser, il ne faut pas être intelligent pour cela.

Marc Van Peel, ancien président du CVP (l'ancêtre du CD&V), a dit que vous aviez des chances de devenir bourgmestre. Le CD&V pourrait en effet jouer le parti-pivot d'une majorité ou d'une autre, et alors exiger l'hôtel de ville...

Nous restons réalistes mais, oui, il est possible que certaines configurations de majorité permettent cela.

Voulez-vous devenir bourgmestre ?

Oui, j'ai cette envie. Quand vous emmenez la liste de votre parti aux élections, c'est normal de viser le mandat le plus élevé. Si je devenais bourgmestre, je quitterais évidemment le gouvernement fédéral. Je suis convaincu que le CD&V peut gagner les élections même si ça ne sera pas évident. Par rapport à Bart De Wever, ma candidature est offensive, mais pas agressive. La section locale anversoise m'a unanimement demandé de venir à Anvers car le CD&V n'y est pas en bonne forme.

“Les pensions, c’est le dossier le plus important pour 2019”

L’armée a caché la possibilité de prolonger la durée de vie des F-16 belges. Le marché pour leur renouvellement est-il vicié ? Faut-il arrêter la procédure ?

Il faut surtout rester zen... Le Premier ministre a lancé plusieurs audits. Et le 28 avril, il y aura une commission au Parlement sur le sujet. J’espère que l’on aura le résultat des audits pour cette date. Steven Vandeput (N-VA), le ministre de la Défense, a également demandé un rapport à Lockheed (le constructeur des F-16, Ndlr). On doit discuter au sein du kern sur la base de ces trois documents. Pas de commentaires d’ici là.

Faut-il reporter à la prochaine législature la décision concernant le renouvellement des avions de chasse ?

Le gouvernement recevra, avant les vacances d’été, une proposition d’experts sur la base des deux offres reçues (pour le F-35 et pour l’Eurofighter Typhoon, Ndlr). Je m’en tiens à cela.

Dassault a remis une offre parallèle, en dehors de la procédure officielle. Ses lobbyistes ont pris des initiatives pour démontrer que les retombées économiques seront très positives pour la Flandre. Faut-il prendre en compte cette offre française pour le Rafale ?

Je reste pour ma part très indépendant. Je n’ai pas reçu les lobbyistes de Dassault. J’ai interdit aux membres de mon cabinet d’avoir des contacts avec les candidats dès le début de la procédure d’appel d’offres. Pour le reste, on a reçu deux offres valables et il faut respecter la procédure.

La solution pour les coopérants d’Arco est liée à l’entrée en Bourse de Belfius. Encore faut-il que l’Europe accepte ce deal. Quelle est la solution qui se dessine ?

Charles Michel a bien travaillé pour convaincre l’Europe sur notre proposition. A savoir, permettre aux coopérants d’Arco d’accepter un remboursement de 40%. Il faut en-

core du temps pour convaincre. Les deux dossiers - Arco et l’entrée en Bourse de Belfius - restent liés pour le CD&V. Trouver une solution pour Arco est dans l’accord de gouvernement de 2014. En revanche, Belfius n’est pas dans cet accord. Je suis ouvert à cette entrée en Bourse mais à la condition de réaliser l’accord de gouvernement. Au total, régler Arco va coûter 600 millions d’euros. On doit financer cela. On a heureusement, avec Belfius, une opportunité idéale. Par ailleurs, les dossiers Arco et Belfius sont techniquement liés : si Arco n’est pas réglé, cela parasitera l’entrée en Bourse de Belfius et dissuadera des investisseurs. J’ai été très clair : lancer l’opération Belfius sans avoir réglé Arco, ça ne va pas.

Est-ce que Marc Raisière, le CEO de Belfius, est d’accord ? Il semble hostile à ce procédé.

Je le connais un peu, c’est une personne très intelligente. Il fait du bon boulot, la banque va très bien, ses résultats sont très bons. Impressionnants, même. Il a beaucoup de talent et il comprend la politique (sourire).

Il est donc ouvert à cette compensation Belfius/Arco ?

Oui, exactement.

Le fédéral a encore beaucoup de gros dossiers à régler d’ici 2019. Il ne sera peut-être pas possible de tout faire. Quelle est la priorité du CD&V ?

Les pensions. C’est le dossier le plus délicat du moment. Vendredi, nous avons obtenu un accord au kern pour la définition de la pénibilité des métiers lourds (lire en page 6). C’est une grande avancée. Le ministre Bacquellaine peut maintenant entreprendre les négociations avec les partenaires sociaux et trouver des solutions pour établir la liste des métiers pénibles. C’est, et cela reste, le dossier le plus important pour 2019.